

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 11 AVRIL 2018

SOMMAIRE

- 1) La mac(r)onnerie au pouvoir
- 2) L'arnaque
- 3) Les routiers sympas
- 4) CRS « SS »
- 5) Pas Tonton mais Dieu le père...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Le macronisme au pouvoir: anatomie d'une présidence



Emmanuel Macron salue à Versailles, le 22 janvier, le dirigeant du groupe pharmaceutique suisse Novartis, Vasant Narasimhan © Reuters

Le « macronisme » a déjà été maintes fois scruté dans ses influences et sa trajectoire. Mais quelle pratique du pouvoir la première année de Macron à l'Élysée dessine-t-elle ? Comment les chercheurs qui travaillent sur l'État, la démocratie et le politique s'en saisissent-ils ? Enquête en trois volets.

La caractérisation du macronisme au pouvoir est loin de passionner l'ensemble des chercheurs et intellectuels qui travaillent sur l'État, la démocratie ou le politique. Un des plus éminents penseurs de la gauche radicale juge n'avoir « *pas grand-chose à en dire* », tandis qu'à l'autre bout du spectre idéologique, un philosophe important des formes politiques estime « *la physionomie politique de notre président* » encore trop « *floue* » pour avancer une réponse.

Nombreux sont ceux qui jugent en outre « *l'heure du bilan prématurée* », à l'instar de l'intellectuel flamand David Van Reybrouck. Il est « *trop tôt* » pour s'en saisir de manière pertinente, confirme le constitutionnaliste Dominique Rousseau, « *sauf à s'amuser avec les étiquettes : un giscardisme de gauche ? Un hamoniste de droite ? Que reste-t-il du pompidolisme, du barrisme, du mitterrandisme, du chiraquisme... ?* ».



Didier Fassin, professeur de sciences sociales à l'Institute for Advanced Study de l'université de Princeton, directeur d'un *e s s a i* important sur « *la morale de l'État* » et auteur d'un ouvrage récent intitulé *La vie. M o d e d ' e m p l o i*

critique (Éditions du Seuil), ne pense d'ailleurs pas « *qu'il existe quelque chose comme le macronisme, qui supposerait une idéologie spécifique, une conception particulière du pouvoir ou encore une vision singulière du monde* ».

Et Alain Garrigou, professeur de sciences politiques à l'université de Nanterre, juge, lui, que « *ce n'est pas parce qu'on ajoute le suffixe "isme" derrière un nom de famille que cela signifie que l'on puisse pour autant mettre quelque chose de consistant derrière. D'autant que beaucoup de choses dans le "macronisme" ne dépendent pas que de l'intéressé* ».

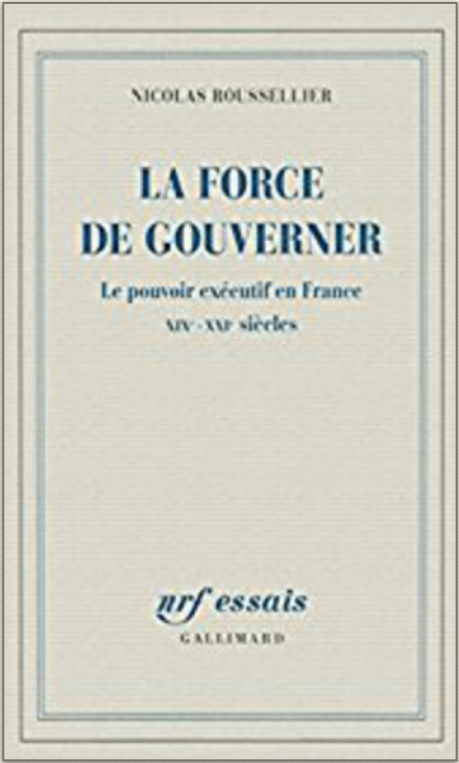
La recherche du macronisme est-elle alors du temps perdu, [après celle du hollandisme](#), dont Macron, quand il était secrétaire adjoint de l'Élysée, avait pu être considéré comme l'intellectuel organique ? Prétendant n'avoir pour

doctrine que le pragmatisme, partisan de la synthèse à tout prix et peu vertébré idéologiquement, le hollandisme paraissait indéfinissable... En est-il de même pour le macronisme ?

Au contraire de son ex-mentor, qui assumait son désintérêt pour la théorie et pouvait s'afficher avec *L'histoire de France pour les nuls*, Emmanuel Macron brandit en étendard son amour des livres, de la philosophie ou de l'histoire, et manifeste son intérêt pour les débats d'idées et les controverses idéologico-politiques. Dès son arrivée à l'Élysée, plusieurs [textes](#) et ouvrages ont d'ailleurs voulu cerner ses influences, sa vision du monde, sa représentation de la société.

[Laudatives](#) ou [plus critiques](#), ces tentatives d'auscultation du cerveau et de la trajectoire d'Emmanuel Macron, déjà obscurcies par le gimmick du « *en même temps* » et brouillées en raison du passé politique raccourci du personnage, ne pouvaient prétendre à atteindre sa pratique du pouvoir, des institutions, de la démocratie, ni sa manière d'incarner la société française et d'agir sur elle.

Avec le recul d'une année passée à la plus haute fonction, les contours du macronisme se précisent. Mais ils se révèlent d'abord, comme sur un négatif photographique, par contraste avec ce qu'il ne veut pas être, à savoir une version 2 du hollandisme.



Pour l'historien Nicolas Roussellier, auteur de *La Force de gouverner. Le Pouvoir exécutif en France XIX^e-XXI^e siècles* (Gallimard, 2015), après un an de présidence Macron, « *on a un pouvoir exécutif qui est remis en état de marche, par quelqu'un qui a fait l'audit du quinquennat Hollande. Ce qui a été vraiment effectif, c'est la reprise en main de la maison Élysée, qu'il connaissait très bien. Au poste de secrétaire général adjoint, il a pu observer les*

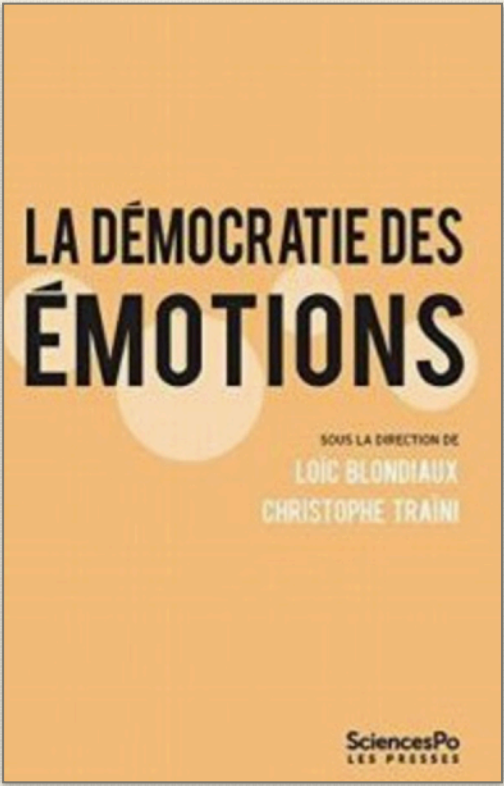
Peut-on toutefois tenter une définition plus affirmative de ce qui constituerait le macronisme au pouvoir ? « *À titre provisoire* », Dominique Rousseau accepte de se prononcer : « *Il serait possible de définir le macronisme par deux caractères : une conscience aiguë de la fin du modèle économique, social, politique, sociétal hérité du XIX^e siècle et redéfini après la Seconde*

dysfonctionnements, les fuites et les couacs et a en tiré une série d'enseignements, mais davantage comme un chef mécanicien qu'en incarnant une nouvelle figure de chef d'État,

affranchir du réel. Quand vous arrivez dans un pays riche, sans contrainte externe, l'idéologie peut conduire à transformer [...]. Ce n'est pas la situation dans laquelle nous vivons. »

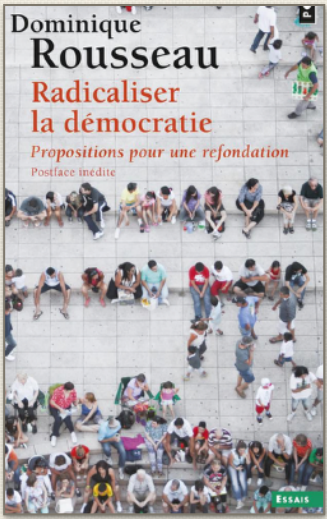
Bien que ces « *contraintes externes* », parmi lesquelles il rangeait la dette et l'Europe, ne se soient guère modifiées en cinq ans, dans sa méthode comme ses apparences, le macronisme veut avant tout se présenter comme l'inverse de la « *présidence bavarde* » de François Hollande.

Mais c'est sur un autre registre que la philosophe Sandra Laugier, coauteur avec Albert Ogien d'*Antidémocratie* (Éditions La Découverte, 2017), juge que le macronisme se définit d'abord par ce qu'il n'est pas, ou ne fait pas : « *Sous des airs de bienveillance, la première chose qui ressort de ce pouvoir, c'est son incapacité à être sensible aux gens ordinaires et à leurs difficultés, sans le moindre souci des plus vulnérables, parce que c'est un gouvernement issu de classes sociales aisées et qui travaille essentiellement en leur faveur.* »



Pour Loïc Blondiaux, professeur de sciences politiques à l'université Paris I, qui a codirigé avec Christophe Traïni un ouvrage, sorti à la fin mars, sur *La Démocratie des émotions* (Presses de Sciences Po), le visage du macronisme au pouvoir se laisse également lire en creux : « *C'est un pouvoir sans émotion, qui privilégie l'expertise et la rationalité au risque de sacrifier les émotions démocratiques, à savoir les réflexes et les compétences qui font de nous des démocrates, comme la capacité d'écoute ou l'empathie. Dans le macronisme, la délibération n'est pas une valeur, c'est une perte de temps.* »

« Il m'évoque vraiment Tony Blair »



Peut-on toutefois tenter une définition plus affirmative de ce qui constituerait le macronisme au pouvoir ? « À titre provisoire », Dominique Rousseau accepte de se prononcer : « Il serait possible de définir le macronisme par deux caractères : une conscience aiguë de la fin du modèle économique, social, politique, sociétal hérité du XIX^e siècle et redéfini après la Seconde Guerre mondiale et une volonté d’ouvrir au plus vite un nouveau cycle politique pour éviter la régression populiste. »

Didier Fassin estime que ce qui permet de saisir la présidence d’Emmanuel Macron, « ce sont avant tout deux éléments finalement assez banals dans le paysage politique international : l’autoritarisme et le néolibéralisme. L’autoritarisme se manifeste dans la manière de gouverner seul, de marginaliser ses ministres, de court-circuiter la représentation parlementaire, de faire passer en force ses principales réformes, de contrôler les journalistes et les médias, mais aussi, et c’est bien sûr plus grave car inscrit dans la loi, dans la façon dont les libertés fondamentales reculent au profit de la logique sécuritaire, avec notamment l’introduction dans la loi ordinaire des mesures exceptionnelles de l’état d’urgence et l’attribution de prérogatives toujours plus grandes aux forces de l’ordre au détriment des juges. Le néolibéralisme, lui, s’exprime dans la série de réformes entreprises dans le domaine fiscal, avec la réduction de l’impôt sur la fortune, dans le monde de l’entreprise, avec la réécriture du code du travail, dans les services publics, de plus en plus soumis à des exigences de rentabilité, mais également dans la volonté de briser ce qui reste de pouvoir aux syndicats. »

Loïc Blondiaux repère, quant à lui, deux éléments importants : « D’abord, une volonté très claire d’incarner le pouvoir, de lui donner une forme et une force symboliques qu’il semblait ne plus avoir. Ensuite – et c’est plus original –, une volonté de transférer les codes de l’entreprise au monde politique, avec l’idée que l’État est comparable à une entreprise dans ses modes de fonctionnement, et que, notamment, le pouvoir ne se distribue pas. »



Une perspective qui se rapproche de celle d’Antoine Vauchez, directeur de recherches en sciences politiques au CNRS, coauteur notamment de *Sphère publique, intérêts privés. Enquête sur un grand brouillage* (Presses de Sciences Po, 2017). Pour le

chercheur, « le macronisme creuse le sillon de l’interventionnisme libéral qui a progressivement redéfini le rôle de l’État dans l’économie comme fer de lance de la compétitivité de “l’entreprise France” et de la “place financière de Paris”. Cela passe par un ensemble de lois de libéralisation – dont la loi Macron I avait

avait constitué une première étape – et par une relance des privatisations. Mais cela passe aussi par une injonction à la mise en réseau “public-privé”. La facilitation des circulations des hauts fonctionnaires entre public et privé (et l’idée corollaire qu’un bon dirigeant public doit désormais avoir une expérience du “privé”) constitue un vecteur essentiel de cette politique ».

Pour l’historien Pierre Birnbaum, auteur du récent *Où va l’État ? Essai sur les nouvelles élites du pouvoir* (Éditions du Seuil), on pourrait aussi cerner le macronisme comme le fruit de « la rencontre entre le libéralisme politique et économique et l’exceptionnalisme de l’État à la française, dans une société qui n’a pas connu la fin des idéologies ».

Alain Garrigou embraye aussi sur cette singularité du macronisme au pouvoir : « Sa conception du pouvoir affiche une certaine idée de l’efficacité managériale, une forme de modernisme managérial qui refuse de perdre du temps dans des manœuvres d’appareil. »



Moderne, jeune, disruptif... C’est ainsi qu’Emmanuel Macron a construit son image et son discours. Mais innove-t-il dans l’art de gouverner, au-delà d’une communication qui utilise à plein régime son âge ? Pour Dominique

Rousseau, « même si la rhétorique “ancien monde/nouveau monde” est sans doute exagérée, Emmanuel Macron se définit comme le passeur d’un modèle à un autre. Plus Hermès que Jupiter ! ». Pour le constitutionnaliste, « le paradoxe macronien est que sa volonté de construire une république non gaullienne se fait par une pratique gaullienne du pouvoir ! On avait eu avec Pompidou “le changement dans la continuité”, avec Emmanuel Macron, on aurait la continuité pour la rupture ! ».

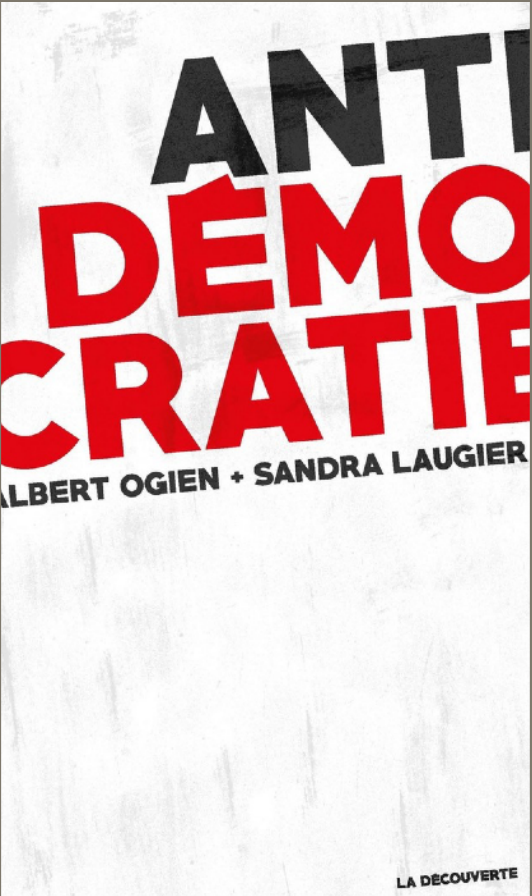
L’historien Nicolas Roussellier juge pour sa part que « Macron est un homme qui a imposé une méthode, et cette méthode lui permet de faire l’impasse sur une réforme réelle des institutions. Il reprend le volant de la V^e République, il a une autre conduite que ses prédécesseurs, mais il ne change rien au moteur ».

Pour Frédéric Sawicki, professeur en sciences politiques à l’université Paris I, les « éléments de rupture sont à relativiser. Le mode de gouvernement de Sarkozy était aussi très centralisé, il terrorisait ses ministres, affirmait son emprise sur la haute administration et pensait qu’il fallait aller vite pour faire ses réformes. La manière dont Macron gouverne me paraît très peu moderne, alors qu’il prétend être l’incarnation du nouveau monde ».



Selon Chantal Mouffe, professeur de théorie politique à l’université de Westminster à Londres, le macronisme a même déjà quelques décennies de retard. « Il m’évoque vraiment Tony Blair, alors qu’on nous présente sa politique comme quelque chose de complètement nouveau ! Cette prétention à effacer le clivage gauche/droite et le fameux “en même temps” ne sont que la réactualisation de la stratégie de triangulation de Clinton et Blair qui piochaient un peu à gauche et un peu à droite. C’est, une nouvelle fois, l’acceptation qu’il n’y aurait pas d’alternative à la globalisation néolibérale. Ce qui implique une conception technocratique de la politique, alors que la politique, c’est le choix entre des alternatives. Macron, c’est le stade suprême de la post-politique, fondée sur l’illusion du consensus. Il va même encore plus loin que Blair, qui refusait qu’il y ait des alternatives possibles à sa politique mais concevait encore une alternance possible entre centre droit et centre gauche. »

« Le décalage qu’il sait opérer entre ce qu’il dit et ce qu’il fait »



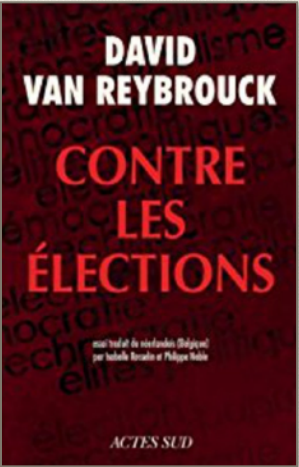
Le macronisme au pouvoir est-il alors un progressisme ou un conservatisme ? Poser ainsi la question c’est, dicit le philosophe Gérard Bras, auteur d’un récent ouvrage sur le peuple et le populisme, « rendre service au libéralisme et se condamner à un duel verbal et byzantin ».

Pour Sandra Laugier, le “conservatisme” est en effet un « *un terme qui est maintenant totalement idéologisé et employé pour déconsidérer ce qu’on a envie de critiquer, en mettant sous le même chapeau de vrais conservatismes politiques – préservation de l’ordre social ou refus de l’extension de droits – et la volonté de préserver ce qui reste d’humain et de solidaire dans la société “civile”, la vraie* ».

L’actuel président de la République ne cesse pourtant de mobiliser cette dichotomie entre ancien monde et nouveau monde, entre partisans de ses réformes prétendument tournés vers l’avenir et opposants censés être englués dans le passé. Selon Chantal Mouffe, cette approche est trompeuse : « *Macron rejette l’existence d’une frontière entre la droite et la gauche et prétend défendre une politique sans frontière mais cela est impossible car la politique requiert précisément toujours une opposition entre un “nous” et un “eux”. En opposant les progressistes aux conservateurs, Macron veut la construire sur un autre registre, suivant ici aussi l’exemple de Blair qui construisait la frontière entre “modernisateurs” et “traditionalistes”. Cela ne permet pas une discussion démocratique.* »

Alain Garrigou juge, lui, que le macronisme serait « *du mouvement, qui ne va pas toujours dans le même sens, mais qui demeure difficile à analyser dans les termes classiques des clivages entre droite et gauche, ou entre progressisme et conservatisme* ».

Pour Frédéric Sawicki, le macronisme est un « *un faux progressisme, mais ce n’est pas, pour autant, un conservatisme. Je dirais que c’est avant tout la version française d’un néolibéralisme assumé. Macron prétend gouverner au nom de la raison et du pragmatisme, mais je ne vois pas où sont les décisions justes, intelligentes, rationnelles ou équitables, que ce soit dans l’accueil des réfugiés ou dans l’éducation, notamment avec la suppression des emplois aidés pour les associations, qui affecte directement les activités péri-scolaires. Ce pouvoir ne lit la réalité qu’à travers des prismes budgétaires et économicistes qui finiront par coûter très cher, y compris sur le plan financier* ».



Comme le résume David Van Reybrouck : « *Moi qui suis “contre les élections”, j’ai été surpris de voir ce que l’élection d’Emmanuel Macron a pu cristalliser. Et je me méfie du négativisme structurel d’une partie des mes concitoyens européens, qui me paraît lié aux dysfonctionnements*

généraux de la social-démocratie électorale plus qu’à ceux qui sont élus. Mais je crains que ce gouvernement ne redore le blason du progressisme pour ce qui concerne la superstructure – le langage, l’histoire, la culture –, mais fasse l’inverse pour l’infrastructure, à savoir les rapports socio-économiques. »

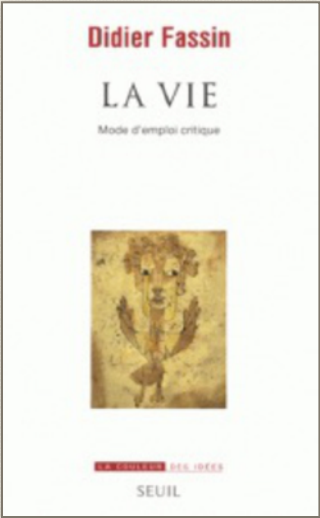
Au fond, de quoi Macron est-il alors le nom ? Sans doute d’abord d’un vide politique qu’un alignement inédit des planètes lui a permis d’occuper.

Pour Alain Garrigou, le macronisme est ainsi avant tout « *le nom d’un grand vide. L’arrivée au pouvoir de Macron est le résultat d’un séisme inédit, avec des partis politiques en complète déconfiture organisationnelle et idéologique* ». De façon proche, l’historien Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France, dans un entretien récent sur France Culture, jugeait que « *Macron est le signe d’un modèle français à la recherche de lui-même. Il ne faut pas voir seulement le personnage* ».

Mais ce vide dont Macron pourrait être le nom, en dépit de sa prétention à incarner comme jamais la fonction présidentielle, pourrait aussi être constitué par l’écart entre les paroles et les actes, entre le verbe et la vie qui caractérise cette première année de présidence. Ce que Frédéric Sawicki résume par « *le décalage incroyable entre les discours et les pratiques.*

D’un côté, on supprime les CHST et on renonce à permettre une implication plus forte des salariés dans le contrôle de l’entreprise. De l’autre, on affirme que celles-ci doivent être citoyennes. Un autre exemple de ce tour de passe-passe extraordinaire est la suppression de la taxe d’habitation, présentée comme une mesure de justice sociale, alors que 15% des ménages, les plus pauvres, ne la payaient déjà pas. Au départ, elle ne devait pas concerner les ménages les plus aisés, mais, là encore, on transforme une annonce censée concerner tout le monde en cadeau pour les classes moyennes supérieures et les plus riches. Le macronisme, ce n’est ainsi ni du conservatisme, ni du progressisme, c’est avant tout du cynisme, mené certes avec la plus grande habileté ».

Didier Fassin aboutit à une analyse similaire de ce qui ferait la singularité du macronisme au pouvoir : « *Cette combinaison de l’autoritarisme et du néolibéralisme n’a rien de nouveau. Elle était même dominante dans les années 1980, avec Margaret Thatcher et*



Ronald Reagan. Elle existe aujourd’hui dans de nombreux pays. Ce qui fait la relative originalité de l’actuel président français, c’est la forme qu’il y met, et notamment le décalage qu’il sait opérer entre ce qu’il dit et ce qu’il fait, entre le souci du bien public qu’il déclare et la défense des intérêts privés qu’il met en œuvre, entre l’attention aux plus vulnérables qu’il affirme et les inégalités que ses politiques favorisent. C’est qu’Emmanuel Macron a compris, bien mieux que beaucoup d’autres, l’importance de la persona en politique, ce terme latin désignant autrefois le masque porté par les acteurs de théâtre. »

Davantage que par le « *en même temps* », le macronisme se définirait-il avant tout par un alliage inédit d’opportunisme et de cynisme ? Et si oui, peut-il envisager finir son quinquennat en continuant de ramasser la mise d’un système politique traditionnel effondré sur lui-même ?

Pour l’anthropologue anarchiste américain David Graeber, c’est là que réside la surprise : « *Je m’étonne qu’il ne soit pas plus en difficulté.*

Au départ, j’ai pensé qu’il durerait deux ans. Il a presque été élu par défaut. Cela ressemble bizarrement un peu à Trump. Trump n’a pas gagné parce que la classe ouvrière a voté pour lui, mais parce que la classe ouvrière n’a pas voté. J’ai l’impression que les gens, passivement, ont laissé Macron devenir président. Mais avec l’idée que s’il allait trop loin, il y aurait un soulèvement. Je suis étonné que ça prenne autant de temps... »



II) "Il m'avait fait bonne impression" : quand Hollande raconte le poker menteur de Macron



Dans son livre "les Leçons du pouvoir", l'ex-président fait l'autopsie de l'ascension inexorable d'Emmanuel Macron, dont il fut la première victime.

Par Lucas Burel et Timothée Vilars

Emmanuel Macron a-t-il trahi François Hollande ? "Combien de fois ai-je entendu cette question... J'ai toujours éludé. Aujourd'hui, je préfère laisser parler les faits d'eux-mêmes. Ensuite chacun jugera", écrit l'ex-chef de l'Etat dans "les Leçons du pouvoir", à paraître mercredi 11 avril aux éditions Stock.

De l'avis d'un proche de l'ancien président, la question obsède pourtant celui qui a ses bureaux rue de Rivoli à Paris. "C'est son dada, il rêve de se le faire", glisse-t-on auprès de "l'Obs". Alors, loin de l'Elysée, l'ancien président a réfléchi, analysé, comment Emmanuel Macron, qui n'a pas 35 ans au moment de rejoindre son équipe de campagne en 2011, lui a damé le pion. Et ne manque pas de formules acerbes envers ce collaborateur "hyperactif", perpétuellement certain que "le réel se pliera de bonne grâce à sa volonté dès lors qu'elle s'exprime". "Pour lui, une volonté clairement affirmée et beaucoup de séduction pourvoient à tout", tacle même Hollande. Récit d'une longue partie de poker menteur.

"Il m'avait fait bonne impression"

"Il m'avait fait bonne impression." C'est ainsi que François Hollande débute le chapitre – savoureusement intitulé "Faire confiance" – consacré à l'ascension de son successeur. Une ascension dont François Hollande n'a pas manqué une miette. Des premiers pas de ce jeune banquier "au tutoiement facile" au cabinet de l'Elysée, à la passation de pouvoir de mai 2017, en passant par l'ultime entretien du 30 août 2016, qui scelle leur rupture et le départ de l'aventure présidentielle d'Emmanuel Macron.

François Hollande a-t-il pêché par naïveté ? "Certainement pas", répond l'ancien président. A la vérité, y compris après l'annonce de la création d'En Marche !, l'Elysée ne croit pas aux chances de ce cavalier solitaire. Le calcul hollandais apparaît aujourd'hui simpliste : la droite empile les succès électoraux et la gauche n'est "pas prête à se donner à un homme providentiel", juge alors le président. Surtout, François Hollande ne veut pas "décourager" une initiative quand il la croit "sincère et utile"... Du moins, "Emmanuel Macron me la présente ainsi".

Les alertes n'ont pourtant pas manqué, avec Stéphane Le Foll et Manuel Valls dans le rôle de Cassandra. Les proches de Hollande se méfient, préviennent l'Elysée. En vain : Hollande n'y voit qu'une bataille d'ego au sein de son gouvernement. "Manuel Valls et Emmanuel Macron s'observent depuis plusieurs mois. Ils se méfient l'un de l'autre, tant leurs positions sont semblables et leurs ambitions contraires", lit-on dans "les Leçons du pouvoir".

“"Je fais confiance. C'est un principe. La méfiance fait perdre temps et énergie. Je ne cherche pas à lire les arrières-pensées."”

A l'été 2015, Emmanuel Macron "s'aventure sur un terrain plus politique". et livre au "1" une interview aux accents, déjà, jupitériens : "La démocratie comporte toujours une forme d’incomplétude car elle ne se suffit pas à elle-même. [...] Dans la politique française, cet absent est la figure du roi, dont je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort [...]. On a essayé ensuite de réinvestir ce vide, d'y placer d'autres figures", lâche le ministre de l'Economie. François Hollande ne bouge pas et fait valoir "l'expression de la diversité de la majorité".

Jugement a posteriori :

“"Cette dissertation éclaire bien la pratique du pouvoir qu'il met en œuvre depuis son élection."”

Mais à l'époque, jamais le président "normal" ne sévit. "Je lui demande de rester dans son couloir, [...] parfois je le recadre quand il va trop loin", se contente d'écrire François Hollande dans son récit du quinquennat. Quelques pages plus loin, François Hollande s'interroge au moment d'expliquer pourquoi il n'a pas confié Matignon à Emmanuel Macron début 2016 :

“"Ai-je ainsi encouragé Emmanuel Macron à nourrir une ambition plus haute ? C'est possible, tant celle-ci devenait de plus en plus visible." ”

La gaffe de Stéphane Bern

Plus vient le temps de l'évidence, le doute n'est plus permis. François Hollande se fait balader encore quelque temps, même s'il n'est pas dupe. Le meeting de la Mutualité d'Emmanuel Macron en juillet 2016 prépare-t-il une candidature ? "Grotesque. Bises", répond par SMS le ministre à son président, de plus en plus agacé.

“"Etait-il sincère, quand il pensait que son

“ aventure n'aurait qu'un temps et qu'elle devrait à un moment ou un autre trouver son point d'atterrissage pour servir, au bout du compte, mon éventuelle candidature ? Ou bien avait-il déjà décidé d'aller jusqu'au bout alors même qu'en cet été 2016 ses chances de gagner paraissent faibles ou nulles ?", écrit François Hollande.”

L'année 2016 ressemble à un long bluff. François Hollande est alors en fâcheuse posture. Il a promis de déclarer ses intentions à la fin de l'année et l'échéance approche. Dans le même temps, il observe un ministre fort d'une "assurance nouvelle", qui salue les passants "comme s'il était déjà en campagne". La question de la candidature d'Emmanuel Macron est sur toutes les lèvres, mais personne n'ose aborder frontalement le sujet devant lui. François Hollande fait le récit d'un dîner à Bercy en compagnie de Stéphane Bern :

“"Puis soudain Stéphane Bern [...] se tourne vers Macron et il lance d'un ton goguenard : 'Alors, qui sera candidat à l'élection présidentielle ?' En présence du président en place, cette question a quelque chose d'insolent et aussi, en fait, de prémonitoire. Un silence s'établit soudain. Emmanuel Macron affiche un visage gêné, comme si des plans secrets étaient soudain dévoilés. La conversation reprend comme si de rien n'était. Mais pour moi, l'avertissement est clair. Le fou du roi [nom de l'émission présentée par Stéphane Bern sur France Inter, NDLR], comme c'est son rôle, a mis au jour une vérité dérangeante. »”

"Autant de joie que de gêne"

La rupture est consommée à l'été. Fin août, les deux hommes se voient en tête à tête à l'Elysée. Le ministre explique qu'il "veut construire une nouvelle offre politique", qu'il "a accompli l'essentiel de sa tâche" au gouvernement. François Hollande lui demande de "bien mesurer l'effet de sa décision". "Rien n'y fait", se rappelle François Hollande. De nouveau, Emmanuel Macron semble embarrassé : "Je lui demande ce qu'il fera si je me déclare [*candidat, NDLR*]. Il entre dans un développement emberlificoté sur une 'offre politique' qui exprime bien plus la gêne que l'ambiguïté."

“"Je comprends ce jour-là qu'Emmanuel Macron ne s’inscrit pas dans l’histoire de la gauche, pas davantage dans celle de la social-démocratie. [...] Il est à son compte. Il a créé une entreprise : il entend la mener le plus loin possible."”

La gêne, encore, lorsque les deux hommes se retrouvent le 14 mai 2017 à l'Elysée. "Il hésite à m’embrasser, comme il a coutume de le faire avec une facilité qui m’a toujours déconcerté", relate Hollande. "Je ne peux pas me tromper en disant qu’il éprouve autant de joie qu’il ressent de gêne. Se sent-il coupable de quelque chose ? Comme si l’ordre des choses et la relation des hommes avaient été bouleversés indûment."

“"Il était [en position de se présenter], par son audace qui est grande et par sa chance, qui l’est encore davantage. Mais qu’il a su saisir !”

Et le président, aujourd'hui, de tracer une frontière claire entre Emmanuel Macron et lui, bien dans son camp. Cet "ancien monde" – qui a néanmoins "de l'avenir" écrit-il :

“"J'ai pour principe de faire confiance et de croire dans les démarches collectives. Je sais d'où je viens, à quelle histoire j'appartiens et quelles valeurs je défends. D'autres croient que dans le ciel ne luit qu'une seule étoile, la leur, que tout est affaire de chances et de circonstances, et qu'ils ne sont liés à rien, ni à personne. J'ai toujours admis la compétition politique. Mais je pense qu'elle

“doit se livrer au grand jour et s'assumer franchement. Convenons que ce ne fut pas le cas. »”

Lucas Burel et Timothée Vilars



III) Grève SNCF : les routiers prêts à rejoindre les cheminots

Hervé Rébillon



La CGT et FO Transports avaient appelé en septembre dernier les conducteurs à une grève reconductible pour demander le retrait de la réforme du Code du travail

C’est le scénario noir auquel Elisabeth Borne, la ministre chargée des transports, craint le plus. Que les routiers rejoignent les cheminots dans leur grève. L’accord du 4 octobre dernier reste trop fragile aux yeux des organisations syndicales, à commencer par FO Transports qui n’exclut pas de rejoindre les cheminots.

Le communiqué de FO Transport publiée malheureusement à la veille du week-end est passé inaperçu et, pourtant, le syndicat lance un message clair à la ministre de tutelle : « demain à qui le tour ? La RATP ? Les 3 autres versants de la fonction publique ? Les filiales de la SNCF que sont Geodis et Keolis ? » lançant en même temps un avertissement au gouvernement : « faudra-t-il que FO Transports appelle à entrer dans la danse ? »

L’accord NAO passe mal. Le ministère pense que l’accord des revalorisations salariales et des frais a calmé tout le monde. C’est se tromper. Les syndicats non-signataires comme la CFTC Transports ne décolère pas. « Comment peut-on penser vendre du rêve, avec des taux horaires pour les conducteurs routiers de 4 centimes au-dessus du SMIC pour les moins qualifiés, à 33 centimes pour les plus expérimentés ? » nous avait confié amèrement Thierry Douine, président de la fédération générale des Transports CFTC, à sa sortie de la réunion.

La CGT qui a comparé l’accord salariale de poisson d’avril se sent trahi rappelant : « le 19 décembre dernier, les cinq organisations syndicales représentatives s’étaient pourtant mises d’accord sur un socle commun avec des lignes rouges que nous ne voulions pas franchir : 2,5 % d’augmentation en linéaire sur l’ensemble des

coefficients, uniformisation des grilles d’anciennetés « ouvriers » sur celle des « employés, réduction de la carence maladie et mise en application progressive du 13ème mois conventionnel. ». L’accord porte sur une revalorisation salariale de 1,5% mais les autres dossiers « chauds » n’ont pas été négociés. La CGT estime que « cela laisse penser et craindre le pire sur les chantiers en cours comme : les classifications, la gestion des fins d’activité (CFA, ...), la formation professionnelle, voire peut-être la validation finale de l’accord du 4 octobre. »

Justement, cet accord du 4 octobre devait pérenniser le statut des conducteurs routiers. Les syndicats n’y croient plus. « Plus de six mois après cet accord, il n’est toujours pas étendu et les dispositions spécifiques sur les frais de route toujours pas intégrées dans le Code du Transport » tient à préciser FO Transports ajoutant : « Et cela pose un gros problème de confiance vis-à-vis du pouvoir politique. »

Quant aux fédérations patronales du Transport routier, même discours. Cependant, la ligne rouge n’est pas la même, elle est pour eux la taxe poids lourds. Et il faudrait peu de choses pour le patronat ne bouge. La ministre des transports ne peut pas dire qu’elle ne connaît pas le dossier ni la limite de la profession puisqu’elle était directrice du cabinet de Ségolène Royal lors de l’abandon de l’écotaxe. « La question de l’écotaxe, sous quelque forme que ce soit, et quel que soit son champ géographique est une ligne rouge pour la Profession » a rappelé la FNTR.

La rentrée de septembre risque d’être tendue et compliquée pour Elisabeth Borne qui assure que le projet d’une taxe poids lourd sera discuté avec le transport routier. Le Profession s’impatiente.

<http://trm24.fr/greve-sncf-les-rout...>

bellaciao.org



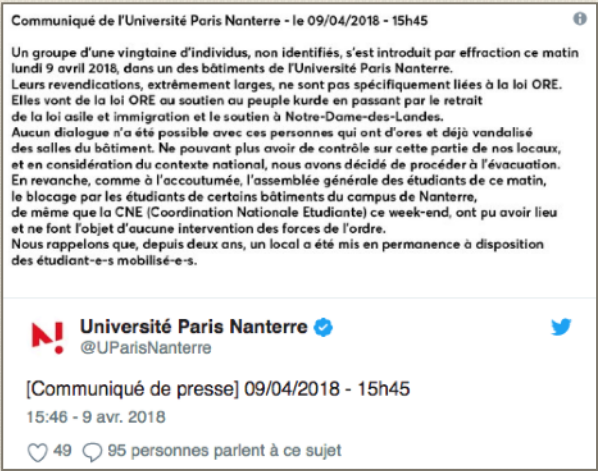
IV) À Nanterre, les étudiants bloqueurs délogés par l’intervention musclée des CRS

Par [Le Figaro Etudiant](#) • [AFP agence](#)

50 ans après les manifestations historiques de mai 68, les CRS sont de retour à l’université de Nanterre. Épargnée jusque-là par les mobilisations, l’université de Nanterre a vu ce lundi matin plusieurs dizaines d’étudiants tenter de bloquer certains bâtiments du campus. Avec succès d’abord, puisque la communication de l’établissement annonce vers 10h30 que les cours de la matinée ont été banalisés, et la bibliothèque fermée. «Trois bâtiments, ceux abritant le département des sciences sociales et de psychologie», ont été occupés lundi matin, a indiqué la présidence de Nanterre, qui a décidé de fermer la plupart des accès à l’université.

Mais contrairement à d’autres universités, où les étudiants manifestants contre la réforme du gouvernement sur l’accès à l’université ont pu voter le blocage du site, comme à Tolbiac à Paris, à Strasbourg ou encore Nancy, la direction de l’université de Nanterre a rapidement sollicité l’intervention des forces de l’ordre.

Considérant que les revendications des manifestants dépassaient le cadre de la manifestation contre la loi sur l’orientation des étudiants, elle a réclamé l’évacuation de ces derniers.



Des étudiants retranchés sur le toit

C’est donc par une évacuation musclée que s’est achevée la manifestation étudiante. Les CRS sont intervenues dans les bâtiments des sciences sociales pour déloger «une vingtaine de personnes», selon la préfecture de police de Paris. Ces jeunes sont retranchés sur le toit d’un bâtiment, selon deux étudiants mobilisés. Elodie, une étudiante présente sur place et impliquée dans le mouvement, a parlé, elle, d’«une cinquantaine d’étudiants» réfugiés «sur les toits» après l’arrivée des forces de l’ordre, qui se sont déployées à l’intérieur et autour des bâtiments. Selon [Le Parisien](#), l’intervention a donné lieu à plusieurs interpellations.

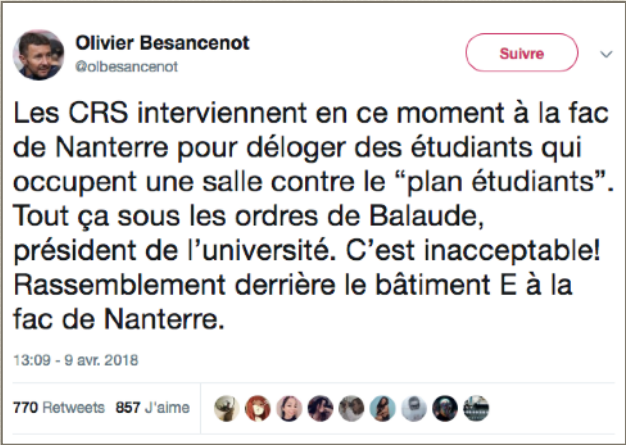


LAPRESSEENREVUE.EU



Indignation politique à gauche

De nombreuses personnes se sont indignées sur les réseaux sociaux de cette intervention musclée. «Le président de l’université de Nanterre fait intervenir des CRS à la fac de Nanterre, dans l’amphi occupé par les étudiant.e.s de la fac pour L’AG. Plusieurs blessés, d’autres embarqués. Honte à lui, qu’il démissionne» raconte par exemple Julian, étudiant en Droit à Nanterre et engagé politiquement à gauche. De nombreuses personnalités politiques ont également réagi, comme Jean-Luc Mélenchon, Olivier Besancenot ou encore Benjamin Lucas, engagé à Génération•s et conseiller jeunesse de Benoît Hamon pour la présidentielle 2017.



LE FIGARO • fr
étudiant

V) Macron veut "réparer le lien entre l'Eglise et l'Etat" et suscite de très vives réactions



Vincent Michelon

Lundi 9 avril au soir, Emmanuel Macron a tenu un discours sur les liens entre l'Eglise et l'Etat au collège des Bernardins, à Paris. Le chef de l'Etat refuse d'incarner "une religion d'Etat substituant à la transcendance divine un credo républicain". Des propos qui ont suscité de nombreuses réactions, notamment du fondateur de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon.

Emmanuel Macron aux petits soins du monde catholique. En s'exprimant lundi devant l'épiscopat au collège des Bernardins, à Paris, Emmanuel Macron a livré sa vision de la laïcité, provoquant simultanément de nombreuses réactions sur les réseaux sociaux.

"Nous partageons confusément le sentiment que le lien entre l'Eglise et l'Etat s'est abîmé", a notamment affirmé Emmanuel Macron devant les représentants des catholiques, "et il vous importe à vous comme à moi de le réparer". Une phrase qui a suscité une vive émotion dans le monde politique et chez les tenants de la stricte application de la loi de 1905. "Le lien entre l'Eglise et l'Etat n'a pas lieu d'être. Macron va trop loin", a fustigé le leader LFI Jean-Luc Mélenchon durant le discours, tandis que le patron du PS, Olivier Faure, rétorquait que "l'église catholique n'a jamais été bannie du débat public".



"La France a été fortifiée par l'engagement des catholiques"

Anticipant les critiques de ceux qui l'accuseront d'être "en infraction avec les principes de la laïcité", le chef de l'Etat a également affirmé que "la France a été fortifiée par l'engagement des catholiques". "Je considère", a-t-il expliqué, "que la laïcité n'a pas pour fonction de nier le spirituel au nom du temporel, ni de déraciner de nos sociétés la part sacrée qui nourrit tant de concitoyens".

Et d'ajouter, jugeant "qu'un président de la République qui se désintéresserait de l'église catholique manquerait à son devoir" : "Je suis, comme chef de l'Etat, garant de la liberté de croire ou de ne pas croire. Mais je ne suis pas l'inventeur ni le promoteur d'une religion d'Etat substituant à la transcendance divine un *credo* républicain". Poursuivant, Emmanuel Macron a fustigé d'un côté "l'instrumentalisation" de l'électorat catholique, de l'autre "le rejet", affirmant que "la République attend trois dons" des catholiques : "Le don de votre sagesse, de votre engagement, de votre liberté".

"Délire métaphysique"

Les propos du chef de l'Etat sur les liens entre l'Etat et les catholiques ont continué à susciter de fortes réactions dans la soirée.

"Macron en plein délire métaphysique. Insupportable. On attend un président, on entend un sous-curé", a dénoncé Jean-Luc Mélenchon. "Le discours d'Emmanuel Macron est une atteinte sans précédent à laïcité", a également fustigé dans un communiqué Génération.s, le mouvement de l'ancien socialiste Benoît Hamon.

L'ancien Premier ministre Manuel Valls, pourtant membre de la majorité LREM, a lui aussi lancé un message au président de la République : "La laïcité c'est la France, et elle n'a qu'un seul fondement : la loi de 1905, celle de la séparation des Eglises et de l'Etat. La loi de 1905, toute la loi, rien que la loi", a-t-il lancé dans un tweet.



Le mouvement Printemps républicain, qui défend une laïcité stricte, s'est insurgé dans un communiqué, estimant qu'il n'est pas "dans le rôle" du chef de l'Etat "de réparer les liens entre l'Eglise et l'Etat", des liens "irrévocablement tranchés par les représentants du peuple, le 9 décembre 1905". Rappelant que "la République ne reconnaît aucun culte", mais "que des citoyens, quelles que soient leurs origines, leur croyance ou leurs convictions", il a appelé Emmanuel Macron à "ne pas commettre cette erreur, en tournant à l'envers les pages de l'Histoire de France".

"Disons les choses simplement", a précisé un peu plus tard Amine El-Khatmi, le président du Printemps républicain : "Le discours prononcé par le Président de la République ce soir est scandaleux. Le chef de l'Etat, garant du respect de la loi 1905, ne peut pas s'exprimer de la sorte".

Le Grand Orient de France y est également allé de son tweet, plus tard dans la soirée, condamnant une "grave atteinte à la laïcité" de la part d'Emmanuel Macron, "garant du caractère indivisible, laïque, démocratique et social de notre République".

lci.fr

